

REVUE DE PRESSE DU 25 SEPTEMBRE 2009

Réforme de la carte électorale: le DGE craint de perdre deux ans de travail

(Québec) Si les parlementaires le font poireauter encore cet automne, le Directeur général des élections (DGE) aura planché pendant plus de deux ans sur la nouvelle carte électorale et dépensé près de 1 million \$ en pure perte.

«J'ai vraiment dit aux élus que l'heure est grave, a noté Marcel Blanchet, le DGE, jeudi au Soleil. Il faut vraiment procéder. Sinon, on aura un gros travail à refaire.»

À toutes les deux élections, le découpage électoral doit être revu. Les différentes circonscriptions doivent répondre à certains critères de représentativité. La carte électorale en vigueur a déjà trois élections dans le corps.

Après le scrutin de mars 2007, le DGE a refait le casse-tête. Une tournée de 24 soirées de consultation a suivi un peu partout au Québec. Les sommes engagées au cours des deux dernières années s'élèvent à quelque 800 000 \$.

Mais la nouvelle proposition est basée sur des chiffres de démographie qui datent de novembre 2007. Déjà moins à jour, elle deviendra désuète si son adoption est reportée à 2010, indique le DGE.

«J'ai demandé à plusieurs reprises à ce qu'on soit entendu, et ce n'est toujours pas fait», dit M. Blanchet.

Pour entrer en vigueur, la proposition doit être étudiée en commission parlementaire. Mais le DGE attend toujours le coup de fil.

La question est délicate, car elle touche au poids politique des régions. Lors de sa tournée, le DGE a essuyé des critiques nombreuses, souvent acerbes, hors des grands centres. Il dit avoir tiré des leçons, et être prêt à des «changements importants» à la suite des commentaires entendus.

Mais les mécontents ne disparaîtront pas. Les chances sont faibles que les trois circonscriptions qu'il a déjà identifiées - Beauce-

Nord, Gaspé et Kamouraska-Témiscouata - survivent.

«C'est bien sûr qu'il va rester des gens qui seront insatisfaits des conclusions que nous devons tirer, convient M. Blanchet. Malheureusement, les trois circonscriptions qu'il faut enlever, on n'y peut rien. Il n'y a pas assez de monde.»

Selon la loi, une circonscription ne peut regrouper moins de 34 000 ou plus de 56 500 électeurs. Des limites calculées à partir de la moyenne québécoise, dans l'esprit du principe «un homme, un vote». À l'heure actuelle, 20 circonscriptions dérogent aux règles. Après l'adoption de la nouvelle carte, seules quelques exceptions subsisteraient.

En effet, vu leurs particularités géographiques, les Îles-de-la-Madeleine et Ungava conserveraient leurs acquis. Autrement, la Gaspésie - même si elle perd une circonscription -, l'Abitibi et la Côte-Nord pourraient profiter d'une exception. (Le Soleil)

Québec n'a pas l'intention de «pelleter» les dépenses aux municipalités

(Québec) Les municipalités du Québec peuvent dormir en paix. Le gouvernement du Québec n'envisage pas de transférer des dépenses aux municipalités - comme l'ont fait des gouvernements précédents - pour réduire son déficit.

C'est ce qu'a affirmé le premier ministre Jean Charest, au sortir du 68^e congrès de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) qui a débuté, jeudi, à Québec. «Il n'y a pas de projets pour essayer de pelleter. Il y a des projets de partenariat», a-t-il répondu à une question d'un journaliste qui voulait savoir si le gouvernement pourrait refiler des responsabilités aux municipalités, mais sans ajout de revenus.

M. Charest a souligné l'importance pour le gouvernement d'avoir des bonnes relations avec les villes et municipalités. À preuve, il a rappelé la conclusion de plusieurs ententes financières avec le milieu municipal, dont le pacte fiscal, le pacte rural, les projets d'infrastructures subventionnés, le transfert de la taxe d'accise sur l'essence.

Par ailleurs, dans son discours à l'ouverture du congrès, le premier ministre s'est dit inquiet de la hausse de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Alors que des premiers signes de reprise économique se manifestent, ce phénomène pourrait plomber nos exportations et ralentir la reprise économique au pays. Il prévoit que la reprise qui s'amorce aux États-Unis sera lente.

Le président de la FQM, Bernard Généreux, a reconnu les mérites des actions du gouvernement bien que plusieurs régions soient en pleine tourmente en raison de la crise économique et de la crise forestière. Il a invité le premier ministre à voir ce qui se passe à Dolbeau, à Beauséjour et à Clermont à la suite de la fermeture des usines d'AbitibiBowater.

Internet haute vitesse

D'autre part, il a demandé au gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin que le service Internet haute vitesse soit étendu à l'ensemble du territoire québécois d'ici la fin du présent mandat du gouvernement libéral.

«Il est inacceptable qu'en 2009, 800 000 Québécois répartis dans 280 000 foyers n'aient toujours pas accès à Internet haute vitesse. Si, dans les années 50, nous avons réussi l'électrification de tout le Québec, nous avons l'obligation de régler maintenant cette question. La haute patience a assez duré», a affirmé M. Généreux. ([Le Soleil](#))

Québec - Une Place des régions à Québec

La Fédération québécoise des municipalités projette d'aménager une Place des régions dans la Capitale.

Il s'agit d'un projet cher à la FQM qui devrait se réaliser d'ici quatre ans, a précisé le président Bernard Généreux dans son discours d'ouverture du congrès.

« Cet immeuble, a-t-il dit, serait l'illustration vivante et animée du dynamisme des régions. Il constituerait un lieu de rassemblement de notre fierté et une vitrine exceptionnelle exprimant de manière hautement distinctive la richesse de notre diversité. » ([Québec Municipal](#))

Journées de la culture 2009

Montréal, le 25 septembre 2009 - C'est aujourd'hui que démarre l'édition 2009 des Journées de la culture. Jusqu'au 27 septembre, des milliers d'activités gratuites seront accessibles aux citoyens dans l'ensemble des municipalités du Québec.

Depuis maintenant 13 ans, les Journées de la culture se déploient à la grandeur du Québec pour faire valoir l'importance de l'accès aux arts et à la culture pour tous. Cette année, des milliers d'artistes et d'organismes culturels ont concocté des activités qui font des Journées de la culture un grand festin auquel tout le monde, sans exception, est convié.

Au menu, plus de 2 200 activités permettent une incursion au coeur des processus de création et des savoir-faire culturels. Qu'on veuille mettre la main à la pâte, se laisser enchanter par les oeuvres ou s'émerveiller de la maîtrise des métiers de la culture, pendant ces Journées, tout est permis. C'est culture à volonté! - <http://www.journeesdelaculture.qc.ca/> (UMQ)

Internet haute vitesse et téléphonie mobile, Telus gagne la mise

Le Réseau avait dû annuler le premier appel d'offres, il y a quelques mois. Par la suite, 3 entreprises ont été invitées à déposer des propositions, le Groupe Durel, Telus et Vidéotron. Seuls Durel et Telus ont soumissionné.

Une firme indépendante a supervisé l'analyse des dossiers. Le président du Réseau collectif, Magella Émond, précise que la concrétisation du projet est conditionnelle à la conclusion d'une entente avec Telus. Quand ce sera fait, la compagnie finalisera l'étude d'ingénierie et débutera des travaux.

La livraison des services d'Internet haute vitesse et de téléphonie cellulaire partout est prévue au 2ième trimestre de 2010. Les détails de l'entente seront divulgués après la signature.

C'est un projet de 6 millions de dollars qui implique financièrement Telus, les gouvernements du Québec et du Canada, ainsi que le Réseau collectif de la Gaspésie les Iles. (CHAU-TVA)

Un peu d'aide!

Les travailleurs sylvicoles qui n'ont pas pu se qualifier à l'assurance-emploi pourraient bénéficier d'une aide spéciale.

C'est ce qui ressort de la rencontre entre la ministre des Ressources naturelles, Nathalie Normandeau et Denis Lebel ministre fédéral responsable de l'Agence de développement économique pour le Québec. Cette rencontre avait lieu hier (jeudi) du côté d'Ottawa.

La ministre Normandeau affirme que les travailleurs sylvicoles de la Gaspésie ne seront pas laissés de côté: extrait audio : <http://www.cieufm.com/fichiers/xtr21.mp3>

Nathalie Normandeau était accompagné de ses collègues Sam Hamad ministre de l'Emploi et du Travail ainsi que Clément Gignac ministre de l'Économie. Nathalie Normandeau, affirmait en début de semaine qu'Ottawa devrait faire preuve de créativité et d'audace pour aider le domaine forestier. Elle se montre maintenant très satisfaite de la rencontre avec Ottawa : extrait audio : <http://www.cieufm.com/fichiers/xtr22.mp3>

La semaine dernière suite à l'annonce de plusieurs fermetures d'usine d'Abbitibi Bowater, le gouvernement québécois réclamait d'Ottawa une aide comparable aux 7 milliards de dollars accordés à l'Ontario pour soutenir l'industrie automobile. Une demande qui avait été accueillie plutôt froidement par Ottawa qui dit craindre des représailles des États-Unis dans le cadre de l'accord sur le bois d'oeuvre. (CIEU-FM)

Suivi de grossesses de retour...

L'Agence de santé et service sociaux de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine prévoit le retour du suivi des grossesses en Haute-Gaspésie d'ici quelques jours.

Depuis le début août, le suivi des femmes qui doivent accoucher dans les prochains mois était suspendu en raison d'un manque de personnel spécialisé.

Le directeur de l'agence, Gilles Pelletier, explique que le suivi de grossesses pourrait reprendre dès la semaine prochaine à l'Hôpital Ste-Anne-des-Monts.

Toutefois, les femmes de la Haute Gaspésie devront continuées d'aller au Centre hospitalier de Matane pour accoucher le temps que le service d'obstétrique soit réinstauré. Sur ce point, l'agence de santé a reçu un mandat du ministre de la Santé, Yves Bolduc, d'évaluer une éventuelle reprise du service au Centre hospitalier de Ste-Anne-des-Monts.

Le directeur Gilles Pelletier précise que le retour du service de l'obstétrique ne pourra se faire avant le printemps prochain.

D'ailleurs, un médecin-conseil a été embauché pour travailler avec les équipes médicales de la Haute-Gaspésie et doit soumettre ses recommandations d'ici avril 2010. (Radio-Gaspésie)

CRE vs Le Soleil...

La Conférence régionale des élus reviendra à la charge pour protester contre la décision des dirigeants du quotidien Le Soleil de ne plus distribuer le journal aux maisons.

Les autorités du Soleil ont annoncé, en juin dernier, que le quotidien ne serait désormais plus livré à domicile, obligeant ainsi les lecteurs à se procurer le journal au dépanneur ou en version électronique.

Or, contrairement à ce que les dirigeants du journal avancent, se procurer la version papier relève souvent de la chance.

À Murdochville notamment, aucun commerce de la municipalité ne reçoit le quotidien pour la vente en kiosque. À Escuminac, le nombre de copies est si faible que les lecteurs ont une chance de mettre la main sur une publication que très tôt le matin.

Le président de la Conférence régionale des élus, Bertrand Berger, explique que plusieurs lecteurs doivent maintenant franchir de longues distances pour acheter une copie du quotidien.

La Conférence régionale des élus prétend, par ailleurs, que cette baisse de service causera une diminution de l'intérêt des lecteurs pour le journal et que cette baisse d'intérêt finira par inciter les dirigeants à cesser sa couverture du territoire. (Radio-Gaspésie)

Québec nomme un expert pour la refonte de l'offre de programmes du Collège de la Gaspésie et des Îles.

Les représentations effectuées par la direction de l'établissement auprès du ministère de l'Éducation, depuis plus de deux ans, portent fruits. Toujours dans le même objectif de trouver des avenues à long terme qui régulariseraient le fonctionnement de l'établissement, la ministre Michelle Courchesne a confié un mandat à Yvon Boudreau pour réviser l'offre de services du collège en consultation avec les entreprises de la région, le syndicat et le personnel cadre, confirme le directeur, Roland Auger.

«M. Boudreau nous secondera afin de trouver des solutions pour offrir de la formation de niveau supérieur dans la région. Il faut faire les choses différemment.»

Le rapport de M. Boudreau est attendu au mois de novembre prochain et ses recommandations devraient être mis en application pour la rentrée scolaire de 2010. (CHNC)

Le réseau de transport collectif gaspésien et madelinot offrira 15 circuits partout dans la région.

La Conférence régionale des élus doit recevoir les soumissions des transporteurs au plus tard aujourd'hui (vendredi) et devrait pouvoir offrir le service d'ici le début de l'année 2010. Des trajets quotidiens vers les villes centre sont prévus, notamment un de Coin-du-banc à Chandler le matin et en sens inverse le soir. Deux autres grands circuits rendront le service matin et soir d'est en ouest et d'ouest en est entre Paspébiac et Carleton. Les minibus stationnés dans les périodes creuses de la journée seront disponibles pour des voyages sur demande. La répartition des appels devrait se faire par l'entremise des entreprises de transport adapté qui ont déjà les infrastructures nécessaires en place.

Le responsable du projet à la CRÉ, Olivier Demers. «Nous nous appuyons sur une structure déjà existante.» Le coût d'un billet devrait tourner autour de 2,50 \$ (CHNC)